



Lettre n° 210 du 10 octobre 2021

Au sommaire :

- **Une seule suite au 5 octobre, que nous prenons nos affaires en main, pour nous organiser et défendre une politique de classe** - *Laurent Delage*
- **Hausse des prix de l'énergie : contre la folie destructrice du marché et la soumission des Etats aux multinationales, la nécessaire socialisation et planification de la production** - *Bruno Bajou*

Une seule suite au 5 octobre, que nous prenons nos affaires en main, pour nous organiser et défendre une politique de classe

Les manifestations du 5 octobre ont regroupé 160 000 manifestants d'après la CGT. Pas une grosse mobilisation mais néanmoins, au regard de la passivité des directions syndicales, elles ont permis de se retrouver, de discuter des augmentations de prix, des salaires, de l'assurance-chômage, des retraites... témoignant du mécontentement parmi les travailleurs, pas dupes du baratin sur cette soi-disant « reprise ».

Dans les cortèges, les luttes locales se sont invitées comme celles de Transdev ou de Bergams en région parisienne. Des collectifs de luttes ont également manifesté dans certaines villes, se regroupant par-delà les divisions d'appareils.

L'état d'esprit des manifestants est sans illusion sur ces journées d'action sans lendemain, ainsi que sur la volonté de se battre des confédérations syndicales, elles qui sont restées silencieuses sur les manifestations du samedi contre le pass sanitaire.

Le communiqué de la CGT n'annonce d'ailleurs aucune suite, il ne s'adresse même pas aux travailleurs : « *Le débat national doit se porter sur ce qui préoccupe prioritairement le monde du travail : les questions sociales !* »... Comme si l'offensive actuelle était une question de « débat » et pas d'intérêts de classe bien tangibles.

Cette passivité contraste avec la colère qui s'exprime dans les grèves locales, lorsque les travailleurs prennent l'initiative, bien décidés à ne rien lâcher.

A Marseille, la grève des éboueurs démarrée depuis le 23 septembre contre l'augmentation de leur temps de travail, s'est poursuivie malgré la signature de FO et les

fortes pressions locales, allant jusqu'à la réquisition des grévistes par la préfecture.

A Transdev, la direction se sert de l'ouverture à la concurrence du réseau de bus d'Ile-de-France pour supprimer des primes, augmenter les horaires de travail... Face à elle, les grévistes sont entrés dans leur 5^{ème} semaine de grève, réussissant à l'étendre à d'autres compagnies, au-delà même de la région parisienne.

A Grigny, dans l'Essonne, les salarié(e)s de Bergams (confection de sandwichs) sont en grève depuis 4 semaines, stoppant toute production par un piquet 7 jours/7. Ces travailleur(se)s refusent l'APC (accord de performance collective) imposé par un chantage aux licenciements, augmentant la durée du travail et baissant les salaires... Pendant que Caron, patron du groupe Norac auquel appartient Bergams, apparaît dans les 400 plus grosses fortunes du pays !

Dans la santé, les sages-femmes ont exprimé leur colère le 7 octobre à Paris, réclamant des effectifs et des augmentations de salaires après leur grève de septembre. « *Marre d'être sage* », « *Véran accouche !* »... leur mouvement exprime le ras-le-bol des travailleuses de la santé.

Cette colère qui sourd de partout, les directions syndicales sont bien incapables de l'exprimer. Il est clair que ces dernières ne veulent pas préparer l'affrontement. Elles restent sur des vœux pieux, des « propositions », participant complaisamment au jeu du « *dialogue social* » avec Castex et Macron.

Mais il n'y a pas d'autre réponse face à ce monde capitaliste en faillite. Donner une suite au 5 octobre, c'est justement

préparer consciemment cet affrontement face à une bourgeoisie à l'offensive sur tous les terrains sans craindre la rupture avec les directions syndicales.

Une offensive sociale et politique au service du CAC40

Avec le budget 2022, le gouvernement veut imposer des coupes claires dans les budgets sociaux et les services publics en annonçant une progression des dépenses de 0,7 %... soit une véritable politique d'austérité vu la flambée des prix actuelle. Mais pas question de toucher au Crédit Impôt Recherche, une belle niche fiscale de 6 milliards par an pour le patronat !

Même chose pour la Sécurité sociale, où Moscovici, patron de la Cour des comptes, déclare qu'il est temps de « *sortir des modes de gestion de crise* ». Attaques sur les retraites, sur l'assurance-chômage, voilà leur réponse alors que les gouvernements successifs ont multiplié les exonérations de cotisations sociales pour le patronat.

A l'opposé, les grands groupes capitalistes, qui ont profité des milliards des plans de relance, se dépêchent aujourd'hui de rembourser les prêts garantis par l'Etat dont ils ont bénéficié... une obligation pour pouvoir augmenter les dividendes de leurs actionnaires.

Le nouveau scandale des Pandora Papers expose au grand jour le parasitisme de cette bourgeoisie financière et de ces politiciens qui la servent. Près de 35 chefs d'Etat, actuels ou passés, 330 responsables publics et 130 milliardaires se trouvent dans ces fichiers de paradis fiscaux spécialisés dans la création de sociétés écrans. Et pourtant, les règles s'étaient soi-disant renforcées !

Combattre la régression sociale en cours signifie combattre cette logique financière. Le contrôle sur ces mouvements de capitaux ne peut passer que par l'intervention des travailleurs, ceux des groupes financiers, des banques, des multinationales. Cela signifie la levée du secret commercial, le contrôle des salariés sur les comptes des entreprises, en finir avec cette « confidentialité » du monde des affaires si chère aux patrons.

De même, la flambée des prix de l'énergie démontre l'urgence de renationaliser le secteur, d'exproprier ces sociétés financières de ce marché juteux qui a conduit à l'augmentation de 70 % du prix de l'électricité en France depuis 20 ans !

Face au retour de l'inflation, l'échelle mobile des salaires et des pensions est indispensable pour le monde travail, surtout lorsque les entreprises du CAC40 réalisent plus de 60 milliards d'€ de profits au premier semestre, soit 41 % de plus qu'en 2019 !

Il est urgent de prendre en main les services publics. Pas question de laisser faire le gouvernement, lui qui détruit des lits d'hospitalisation en pleine crise sanitaire ! Les salariés et la population, en particulier dans les quartiers populaires, sont les mieux à mêmes d'évaluer les besoins, dans la santé, dans les écoles, dans les services sociaux. Il n'y aurait pas d'argent pour les embauches nécessaires ?

Il y en a déjà beaucoup trop pour alimenter le puits sans fond de la finance.

La bourgeoisie mène son offensive sur le terrain social, mais aussi sur le terrain politique. Tout est bon pour tenter de diviser le monde du travail, de l'affaiblir par les discours les plus réactionnaires destinés à nous diviser, à nous dresser les uns contre les autres.

Pour justifier leur politique à l'égard des plus riches, Macron et le gouvernement stigmatisent les chômeurs, les pauvres... A l'image de Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, soupçonné par ailleurs de détournement d'argent public à la tête des Mutuelles de Bretagne : « *Avec nous, quand on travaille, on gagne plus* »... Cynisme le plus révoltant, alors que le Secours populaire révèle que la France compte 9 millions de pauvres, un million de plus qu'il y a dix ans !

C'est sur ce terreau réactionnaire que prospèrent les discours racistes et xénophobes, à commencer par celui de Zemmour, sponsorisé par les médias contrôlés par Bollore. Tous se précipitent pour durcir leurs discours contre les migrants, de Le Pen à Péresse en passant par Bertrand et Barnier, sans oublier Macron.

Cette politique traduit toute la crainte des classes dirigeantes, leur crainte devant la riposte des travailleurs pour exiger leur dû, toutes origines confondues. Il n'y aura pas de contre-offensive sans politique internationaliste, de classe, formulant clairement que les travailleurs n'ont pas de patrie et que seule leur unité peut renverser ce vieux monde.

Regroupons-nous en rupture avec les institutions et le dialogue social pour changer le monde

Préparer les suites du 5, face à l'offensive globale de la bourgeoisie et du gouvernement et en réponse à la passivité des directions syndicales, c'est tisser des liens, nous coordonner pour préparer notre réponse sur le terrain social et politique, notre terrain de classe. Cette réponse ne peut être une nouvelle journée d'action sans lendemain, ni le piège des élections pour enterrer notre révolte. Ne nous laissons pas endormir par les boniments électoraux, les élections ne changeront rien. Elles ne nous permettent rien d'autre que de défendre nos idées avec Philippe Poutou et les autres candidats révolutionnaires, Nathalie Arthaud et Anasse Kazib, d'y porter la perspective d'un programme pour en finir avec la domination du capital et imposer le contrôle des travailleurs, de celles et ceux qui produisent tout, sur la société.

Dès maintenant, nous avons besoin de prendre en main le contrôle de nos luttes pour en être les acteurs conscients, nous unir, dépasser les clivages et réalités des appareils syndicaux pour construire notre unité en toute indépendance de classe.

Dans les différents collectifs issus des mobilisations de Gilets jaunes ou de la lutte pour les retraites, dans ces collectifs militants cherchant à rompre les sectarismes et les

jeux d'appareil tant syndicaux que politiques, des liens se tissent à la base, des solidarités se construisent.

Organisons-nous, discutons de notre programme pour les luttes qui pose l'urgence du contrôle des travailleurs et des classes populaires sur toute la marche de la société. Comme le disaient bien des manifestants, c'est une

révolution qu'il faudrait ! Oui, mais elle sera le produit de notre action collective consciente et organisée. Elle commence aujourd'hui en prenant, nous-mêmes, le contrôle démocratique de nos propres actions.

Laurent Delage

Hausse des prix de l'énergie : contre la folie destructrice du marché et la soumission des Etats aux multinationales, la nécessaire socialisation et planification de la production

L'inquiétude tourne à la panique partout en Europe et dans le monde face à la flambée sans précédent des prix du pétrole, du gaz et de l'électricité. Les cours du gaz ont battu tous les records en augmentant de plus de 300 % depuis le début de l'année. De même, le prix de l'électricité en augmentant de 97 % a largement dépassé son record historique de 2008. Cette hausse des prix de l'énergie qui se rajoute à celle des matières premières et des produits alimentaires entraîne une inflation qui met à mal les discours sur la reprise. L'inflation en Europe est annoncée à plus de 3,3 %, plus de 4 % aux États-Unis, 18 % en Turquie, 51 % en Argentine...

Devant la crainte d'explosions sociales, un peu partout les gouvernements multiplient les annonces censées en limiter l'impact, comme ici avec le « bouclier tarifaire » ou l'augmentation du « chèque énergie ». Des gestes minima qui seront bien incapables d'empêcher l'aggravation de la situation pour les populations alors que déjà en 2019, plus de 3,5 millions de ménages étaient en situation de précarité énergétique en France.

Là encore le gouvernement se plie aux intérêts des multinationales... aucune limitation ou « lissage » de leurs profits n'est envisagée, et ceux des multinationales de l'énergie, en France comme dans le monde, se portent au mieux !

Tout cela en pariant sur le fait que les prix diminueraient en avril or personne ne peut dire jusqu'où ira la hausse, ni ses conséquences sur l'ensemble de l'économie mondiale.

L'impasse de la libéralisation du marché de l'énergie dans le cadre de la mondialisation

Face à cette envolée des prix de l'énergie et notamment de l'électricité, les ministres ont le cynisme de s'indigner en faisant mine de découvrir l'absurdité du marché de l'énergie... Leurs discours sur l'indépendance de la France en matière de production d'électricité, assurée pour l'essentiel par un parc de centrales nucléaires unique au monde, ne sont que bluffs et mensonges... devant la froide réalité des lois du marché : la hausse du coût du gaz a entraîné une hausse du prix de l'électricité !

« Avoir un marché de l'électricité qui soit connecté à celui du gaz pose un problème. Au fond, c'est une aberration écologique et c'est une aberration économique », a même

déclaré Mme Pannier-Runacher secrétaire d'Etat à l'économie début octobre. Et Bruno Le Maire, le ministre, de surenchérir : « En France, on s'approvisionne en électricité à partir des centrales nucléaires et de l'énergie hydraulique, donc on a une énergie décarbonée et un coût très bas, mais le marché (...) fait qu'il y a un alignement des prix de l'électricité en France sur les prix du gaz ».

C'est effectivement absurde, et tous ces ministres et autres experts, pourtant zélés défenseurs des vertus du marché, ont bien du mal à nous expliquer selon quelle logique le prix de l'électricité est indexé sur celui du gaz... mais c'est pourtant la règle du marché de l'énergie européen. Règle absurde, indiscutablement, qui a été mise en place par tous les gouvernements de droite comme de gauche qui ont justifié et défendu l'ouverture à la concurrence et la privatisation du secteur de l'énergie depuis 25 ans, se soumettant à la politique des capitalistes.

Cela devait entraîner automatiquement, nous a-t-on dit alors, la baisse du prix de l'électricité et profiter à tous, mais en réalité cela a surtout servi, comme toutes les privatisations, à mettre en place une formidable pompe à profits sur le dos des usagers.

La production de l'électricité, son transport et sa distribution ayant été séparés, les tarifs de l'électricité ayant été libéralisés, de nouveaux fournisseurs d'électricité sont apparus, en France en concurrence avec EDF, des entreprises qui n'avaient aucune installation, ne produisaient pas un seul KW, ne participaient en rien à l'entretien des réseaux. Ainsi l'ouverture à la concurrence a consisté à permettre à des sociétés privées d'acheter à EDF son électricité à un prix de gros, pour la revendre avec une marge aux consommateurs. Une loi obligeant même EDF à fournir à ses concurrents jusqu'à un quart de l'électricité d'origine nucléaire à un tarif fixé par une Commission de régulation de l'électricité (CRE). Et c'est cette même commission qui revoit régulièrement à la hausse le tarif public régulé pour permettre aux entreprises privées du secteur d'augmenter leurs propres tarifs...

Cette privatisation n'a répondu à aucune utilité sociale, cela a contribué à désorganiser, du fait de la concurrence, le secteur de l'énergie avec comme seule préoccupation : garantir les profits de ces entreprises, en faisant payer toujours plus cher les consommateurs. Avant même la crise actuelle, les prix de l'électricité ont connu une hausse

constante dans toute l'Europe pour atteindre, en France, plus de 70 % en vingt ans et être multipliés par deux ou trois dans d'autres pays.

De son côté, et tout en restant contrôlé par l'État, EDF, devenue multinationale, a profité de cette dérégulation du marché mondial de l'énergie pour se lancer dans une multitude de rachats d'entreprises à coup de milliards d'euros à travers le monde, en supprimant au passage des milliers d'emplois tout en augmentant ses tarifs. EDF est donc devenue une multinationale prédatrice comme les autres du secteur, Engie pour le gaz ou TotalEnergies pour le pétrole. Une multinationale très profitable qui reverse des millions de dividendes à ses actionnaires, tout en aggravant les conditions de travail des salariés.

Une hausse conséquence d'un marché de l'énergie de plus en plus spéculatif

Du fait de cette libéralisation mondiale du secteur de l'énergie, le prix de l'électricité, comme celui du pétrole ou du gaz, ne repose plus sur leur coût réel moyen de production mais sur les prix négociés sur un marché mondial, lui-même devenu de plus en plus spéculatif, de plus en plus volatil.

Les experts défenseurs du système capitaliste ont le cynisme d'expliquer que les hausses de prix de l'énergie comme des matières premières seraient la conséquence de la reprise économique dans le cadre du marché. Les prix flamberaient parce que la reprise entraîne une hausse de la demande et que les entreprises ne peuvent pas encore y répondre, il suffirait donc d'attendre que l'économie retrouve son régime de croisière pour que tout rentre dans l'ordre...

Certes, la désorganisation de la production est inévitable dans une économie capitaliste qui ne connaît d'autre régulation que le marché et est incapable de la moindre coordination mais elle est aggravée par les fluctuations d'un marché mondialisé, déstabilisé par les spéculations boursières sur les matières premières, les minerais, les produits agricoles, le pétrole, le gaz. D'autant que cette flambée spéculative a été largement alimentée par les millions des plans de relance que les gouvernements ont distribués aux multinationales.

Chaque multinationale, concurrente des autres, n'a comme seule préoccupation que de tirer profit des incertitudes de la situation, du rapport de force, de sa position de monopole pour augmenter ses prix, augmenter ses bénéfices, quitte à réduire sa production. Et c'est en réalité toute la folie du marché, de la concurrence, de la spéculation financière qui se révèle dans cette flambée des prix... qui impacte l'économie réelle et surtout les classes populaires.

Le fond de la crise actuelle qui révèle une faillite globale du capitalisme est que pour les multinationales le principal moyen de réaliser des profits n'est plus d'investir leurs capitaux dans la production mais de spéculer sur tout ce qui est possible, tout en bénéficiant d'un argent public largement distribué par des États à leur service.

Le débat sur la transition énergétique, entre surenchère politicienne et soumission au marché

Le débat sur la transition énergétique, qui s'impose face à ces réelles menaces pour l'ensemble de l'humanité que sont le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité, ne peut être posé à part, comme une question indépendante de l'évolution actuelle du capitalisme et de la folie destructrice du marché mondialisé.

Malgré tous leurs discours écologiques, les États, quelle que soit la couleur politique affichée par les gouvernements, sont avant tout au service de la défense des intérêts des classes dominantes, au détriment de ceux de l'ensemble de la population ou même de la défense de notre environnement.

Non seulement ils sont incapables de faire passer l'intérêt collectif avant ceux de ces multinationales pour répondre aux enjeux sociaux et écologiques de la crise énergétique, mais tout au contraire, au nom de la promotion d'un capitalisme vert, ils leur permettent avec le plus parfait cynisme d'empocher les fonds publics de la transition énergétique, tout en continuant d'exploiter les populations, de piller les richesses naturelles et de ravager l'environnement.

Alors que commence la campagne présidentielle, tous les partis de l'extrême droite à la gauche de gouvernement ne peuvent que faire mine de se préoccuper de la question écologique, mais sans jamais lier ses enjeux à une remise en cause du mode de production capitaliste.

Le débat se limite ainsi à savoir quelle serait la meilleure source d'énergie pour remplacer les énergies fossiles, comme si cela pouvait être tranché dans le cadre du marché, sans rien changer aux rapports sociaux, sans remettre en cause la propriété capitaliste des moyens de production, en laissant finalement carte blanche aux multinationales.

Une partie de la droite, mais aussi de la gauche voire de certains écologistes, non sans relents nationalistes, y voit l'occasion de redorer le blason d'une énergie nucléaire, particularité française, pourtant bien mise à mal dans l'opinion après les catastrophes de Tchernobyl ou plus récemment de Fukushima. Mais même les défenseurs des énergies renouvelables ne sortent pas de l'illusion qu'il serait possible de réaliser une transition énergétique en la finançant à travers une politique publique, sur le modèle du Green New deal, dans le cadre d'un marché pourtant dominé par une poignée de multinationales déjà sur les rangs pour s'accaparer ces nouvelles possibilités de profits...

Faute d'une critique du capitalisme, le seul changement envisagé se limite le plus souvent à prôner un « *changement de nos modes de vie* », ce qui conduit à voir dans les hausses de prix de l'énergie un levier pour changer les comportements quand, en Europe, 50 millions de personnes sont déjà en situation de précarité énergétique.

Tous les partis voudraient faire croire qu'une fois élus, ils prendront des décisions radicales, alors qu'ils se soumettent par avance au cadre du marché capitaliste et font semblant de ne pas voir que les réponses nécessaires ne peuvent que se heurter aux frontières nationales et aux rivalités entre États, au désordre de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales.

Car c'est la généralisation du mode de production capitaliste à l'ensemble de la planète qui, en conduisant à une marchandisation de toutes les activités humaines comme de la Nature, est responsable de l'accélération de la crise écologique globale. Et c'est la logique même du capitalisme qui, en rendant impossible toute tentative d'organiser rationnellement la production de biens utiles, en fait le principal obstacle pour y faire face.

Défendre le niveau de vie et la transition écologique, une même bataille contre le marché capitaliste

Les exigences pour garantir le niveau de vie des classes populaires et se donner les moyens de contrôler la façon dont l'humanité peut satisfaire ses besoins énergétiques sont une seule et même politique. La transition énergétique est un problème social, politique, ancré dans la lutte des classes, dans la lutte globale contre la domination des classes dominantes auxquelles tous les États se soumettent.

Face à la hausse du prix de l'énergie qui aggrave la pauvreté, l'urgence est de bloquer les prix, ne serait-ce qu'en supprimant la TVA qui en représente 20 %.

Pour faire face à ce retour de l'inflation, il est indispensable d'augmenter les salaires, les retraites et tous les minima sociaux, pour qu'il n'y ait pas de revenu inférieur à 1800 euros nets et garantir ce niveau en l'indexant automatiquement sur la hausse des prix. Pour financer ces mesures d'urgence, il est plus que légitime de prendre sur les profits des multinationales et notamment celles de l'énergie comme Total et Engie qui les ont accumulés depuis des années sur le dos des consommateurs.

Face à la précarité énergétique comme aux enjeux écologiques, la question énergétique ne peut se réduire à choisir entre énergies fossiles, énergies renouvelables, énergie nucléaire ou réduction de la consommation énergétique. Toute transition énergétique implique d'exproprier les multinationales du secteur de l'énergie, du gaz, de l'électricité, du pétrole, du nucléaire, et leur obsession du profit, pour en faire un véritable service public sous le contrôle de ceux qui y travaillent comme des usagers, les mieux placés pour décider de comment répondre aux besoins de tous, tout en préservant les ressources naturelles et l'environnement.

Réorganiser la production d'énergie nécessite d'en finir avec le parasitisme de la finance, avec la soumission aux lois du marché, à la concurrence et à la spéculation boursière.

Il n'y aura pas d'issue à la crise sociale et écologique sans construire une autre façon de produire, ce qui veut dire changer de mode de production, remettre en cause la propriété capitaliste pour imposer une planification démocratique.

Bruno Bajou